

# Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10620 - JEUDI 22 JUIN 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

## Feuille de route et plan d'action pour aider Maurice à accélérer la transition vers une économie circulaire, affirme le ministre Ramano



Page 3



**Atelier organisé pour valider le rapport national pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**

Page 4

Environnement  
**À cinq mois de la COP28, la réduction des énergies fossiles constitue toujours un blocage**



Page 4

**Corne de l'Afrique : la sécheresse record dans la région est attribuable au réchauffement climatique**



Page 4

France

**Nouveau pacte financier : à Paris, les États en ordre de marche pour la «solidarité climatique»**



Page 5

**Foot News**

**Qualifs Euro-2024 : les Bleus s'imposent face à la Grèce et finissent la saison sur un sans-faute**



Page 8



Page 8

**Chelsea officialise le recrutement du Français Christopher Nkunku**

A la télé aujourd'hui



06.00 New Amsterdam  
07.15 Serial: Absentia  
08.00 Serial: Chicago Med  
09.45 The Baker And The Beatuy  
09.55 A Que No Me Dejas  
10.25 The Gardener's Daughter  
10.50 Tele: Marimar  
12.00 Le Journal  
12.25 Sublime Mensonge  
13.15 Tele: Fierce Angel



07.08 Fete De la Musique  
09.34 Come On Let's Dance  
11.11 Local: Les Klips  
12.03 Local: Rodrig Spor  
12.26 Local: Artizan: Bambou  
12.43 Local: Toile De Fond  
13.11 Local: Rodrig Prog  
13.40 Local: Agir Ensemble  
14.02 Local: Accords Parfaits



07.00 Serial: Chacha Bhatija  
08.04 Mag: Tirh Yatra  
08.27 Local: The 8 Limbs Of Yoga  
08.53 Local: Anjoria  
09.19 Local: Virasat  
09.34 Local: Gyan Vigyan  
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki  
11.27 Radha Krishna  
12.00 Film: Abhimaan



06.03 Mag: Motorweek  
09.25 Doc: Fine Arts Sculptures  
09.58 Focus On Europe  
10.26 Megacity Mumbai  
11.29 Doc: Sweet Magic  
12.00 Mag: Vous Et Nous  
12.25 Doc: World Heritage  
13.04 Doc: The Inside Story  
13.26 Doc: DIY Kings  
15.04 D.Anime: Les Blagues



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana  
15.21 Film: London Dreams  
Stars: Salman Khan, Ajay Devgn, Om Puri  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
19.00 Udaariyaan  
19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..

13.45 Imperio De Mentiras  
14.10 L'incroyable Hulk  
15.21 Film: Le Second Souffle  
17.15 The Gardener's Daughter  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Serial: Wagle Ki Duniya  
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan  
19.30 Le Journal  
20.30 Film: Banjo  
Stars: Riteish Deshmukh, Nargis Fakhri

16.10 Local: Come On Let's Dance  
17.05 Local: Radio Vision  
18.00 Imperio De Mentiras  
18.31 A Que No Me Dejas  
19.00 Live: Zournal Kreol  
19.20 Rodrig: Li Bon Ou Konnin  
19.40 Le Magazine De L'emploi  
19.48 Les Grandes Lignes  
20.30 Local: Mots & Ecrits  
21.00 Local: Radio Vision  
23.00 Le Journal  
23.20 Local: Groov'in

Starring: Amitabh Bachchan, Jaya Bachchan, Bindu, Asrani  
15.30 Serial: Badki Malkaain  
16.00 Serial: Agniphera  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Local: Amrit Vaani  
19.06 Local: Sawdhan  
19.32 Local: Akshay Dhaara  
20.01 Local: Hunarbaaz  
20.19 Serial: Surya Puran  
21.37 Jag Jaanani Maa  
21.56 Jijaji Chhat Par Hain

De...  
15.22 D.Anime: Panda And Little...  
15.33 D.Anime: La Petite Ecole...  
15.42 Fast And Furious  
16.10 The Adventures Of  
16.39 D.Anime: Mondo Yan  
17.10 Mag: Lab 360  
17.29 Mag: National Anthem  
17.35 Mag: Shift  
17.55 Doc: Sweet Magic  
18.00 Mag: Eco India  
18.42 Mag: Carnet De Sante

20.00 Sasural Simar Ka 2  
20.30 Radha Krishna  
21.02 Anupamaa  
21.30 Mere Sai  
22.01 Kismat Ki Lakiron Se  
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq Sey  
22.59 Patiala Babes  
23.30 Film: London Dreams  
Stars: Salman Khan, Ajay Devgn, Om Puri  
02.01 Kundali Bhagya  
02.29 Serial: Udaariyaan

**Le Socialiste**

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

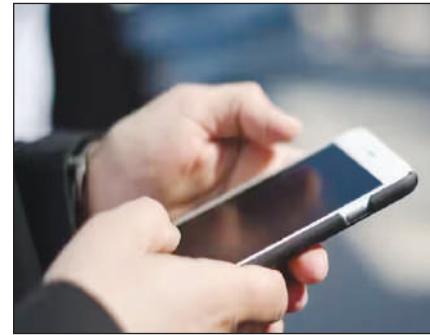
Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

**Website:** Lesocialiste.info

**Facebook:** Lesocialiste.info

## Le cellulaire interdit pour les moins de 13 ans dans une ville d'Irlande



À l'école ou à la maison, les jeunes de moins de 13 ans n'ont plus le droit de posséder un cellulaire dans la ville de Greystones, en Irlande, où les parents auraient signé un pacte pour protéger les enfants, qui pourrait éventuellement s'étendre à l'échelle du pays.

Si tout le monde le fait à tous les niveaux, vous n'avez pas l'impression d'être l'intrus. C'est tellement plus facile de dire non», a confié Laura Bourne, la mère d'une enfant en maternelle, selon ce qu'avait récemment rapporté The Guardian.

Dans la petite ville de Greystones, les parents et les établissements scolaires auraient ainsi pris la décision ensemble de signer un pacte pour interdire les cellulaires aux moins de 13 ans, afin de protéger les enfants

contre les contenus inappropriés sur Internet et les réseaux sociaux.

Cette initiative serait née en réponse à l'anxiété grandissante chez les enfants, dont beaucoup ont dû ajouter internet à leur quotidien en pleine pandémie, aurait relaté la directrice de l'école Saint Patrick, Rachel Harper, à France Info, selon 7sur7.

«Leurs années d'insouciance et

leur capacité à vivre dans l'instant raccourcissent parce qu'ils peuvent facilement tomber sur du contenu qui n'est pas adapté à leur âge», aurait-elle précisé.

Mais le «pacte Greystones» aiderait aussi les parents se questionnant sur l'âge à partir duquel il devient acceptable pour leur enfant de posséder un cellulaire, leur offrant également des munitions pour refuser.

L'initiative pourrait éventuellement s'étendre à l'ensemble du pays, après avoir capté l'attention du ministre de la Santé irlandais, Stephen Donnelly.

«L'Irlande peut et doit être un leader mondial en veillant à ce que les enfants et les jeunes ne soient pas ciblés ou blessés par leurs interactions avec le monde numérique», aurait-il écrit dans The Irish Times au début du mois de juin.

## La gare de Marseille transformée en dépotoir par une grève des agents de propreté

Les déchets s'accumulent à la gare Saint-Charles de Marseille et dans les couloirs du métro, au huitième jour d'une grève des agents de propreté revendiquant des revalorisations salariales et des garanties sur l'emploi, a constaté mardi un journaliste de l'AFP.

«On nous appelle les invisibles. Eh bien là, on nous voit», s'est félicité Abdeleza Salmi, agent de propreté au sein du Réseau de Transport Métropolitain (RTM), pointant du doigt les poubelles débordantes et les tas de déchets entre lesquels circulent touristes et habitants de la deuxième ville de France.

S'ils ne partagent pas exactement les mêmes revendications, les agents de propreté de ces deux lieux concentrent leurs griefs envers leur employeur commun, la société privée Laser Propreté à qui la SNCF et la RTM sous-traitent le nettoyage.

Les agents de propreté du métro reprochent à Laser Propreté de pratiquer des retenues sur salaires.

«Petit à petit, on a commencé à consulter nos fiches de paie, on a constaté qu'il y avait des décalages», a déclaré un gréviste, qui préfère garder l'anonymat par peur de représailles.

Un autre de ses collègues a affirmé avoir récemment eu son salaire amputé de 250 euros.

La société Laser n'était pas joignable.

De manière générale, tous les grévistes demandent plus de considération pour leur travail «sale», «difficile» et «parfois dangereux».

Leurs collègues travaillant au sein de la gare Saint-Charles s'inquiètent eux pour leurs 31 emplois. Ils craignent que lors du prochain appel d'offres concernant la société de nettoyage, prévu en 2026, la SNCF fasse alors appel à une association qui ne soit pas rattachée à la convention collective de la propreté. La SNCF avait procédé ainsi à la gare d'Aix-en-Provence en 2022.

Interrogée par l'AFP, la SNCF a indiqué qu'«aucune démarche n'a



encore été engagée» en ce qui concerne la prochaine attribution du marché, ajoutant que «les règles des marchés publics seront bien entendu strictement respectées».

De son côté, la RTM a estimé mardi dans un communiqué être, comme ses clients, «victimes d'un mouvement qui leur est extérieur» et assuré prendre, «avec son prestataire, toutes les dispositions possibles pour qu'un retour à la normale soit effectif dans les heures qui viennent».

## Les États-Unis annoncent 1,3 milliard de dollars d'aide pour l'économie de l'Ukraine



Les États-Unis vont fournir 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) d'aide supplémentaire à l'économie ukrainienne, en particulier ses infrastructures essentielles, a annoncé mercredi le secrétaire d'État Antony Blinken lors de la conférence internationale pour la reconstruction de l'Ukraine à Londres.

«Tant que la Russie continuera de détruire, nous serons là pour aider l'Ukraine à reconstruire: reconstruire les vies, reconstruire son pays, reconstruire son avenir», a déclaré Antony Blinken.

Un peu moins de la moitié de ce nouveau soutien américain (520 millions de dollars) sera notamment destiné à rebâtir les infrastructures énergétiques du pays, tandis que 657 millions de dollars seront mobilisés pour «moderniser» le chemin de fer, les ports, les frontières et «toutes les infrastructures essentielles qui con-

nectent le pays avec l'Europe», a détaillé le secrétaire d'État.

Le reste des fonds ira au soutien des entreprises ukrainiennes et au financement des moyens de numériser l'administration ukrainienne, notamment pour «supprimer la corruption», a-t-il ajouté, un message clair aux dirigeants ukrainiens, qu'il a appelés à poursuivre les réformes en ce sens.

Depuis le début de l'invasion russe, les États-Unis ont déjà débloqué plus de 20 milliards de dollars pour soutenir l'économie et le développement de l'Ukraine, et plus de 40 milliards pour

le seul soutien militaire.

Mais, comme les autres dirigeants qui l'ont précédé à la tribune de la conférence, le premier ministre britannique Rishi Sunak ou la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, il a appelé le secteur privé à s'engager.

«Si les gouvernements et les institutions financières ont un rôle important à jouer dans la reconstruction de l'Ukraine, seul le secteur privé peut mobiliser le niveau d'investissement nécessaire pour satisfaire les besoins massifs du pays», a insisté M. Blinken.

Le chef de la diplomatie américaine a aussi insisté sur le fait que la Russie devra payer pour les dégâts causés par son agression de l'Ukraine.

«La Russie est responsable de la destruction de l'Ukraine. Et la Russie devra à la fin supporter le coût de la reconstruction de l'Ukraine», a-t-il déclaré.

# Feuille de route et plan d'action pour aider Maurice à accélérer la transition vers une économie circulaire, affirme le ministre Ramano



La «Feuille de route et plan d'action pour une économie circulaire en République de Maurice» concerne les étapes et les actions que nous devons entreprendre pour réaliser la vision de devenir une nation qui utilise judicieusement les ressources, génère moins de déchets dans la chaîne d'approvisionnement et partager le potentiel économique que cette transition apporte.

Cette déclaration a été faite par le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano, à l'ouverture d'un Atelier de validation de la 'Feuille de Route et Plan d'Action pour une Economie Circulaire en République de Maurice' et, pour réfléchir à sa mise en œuvre, au Caudan Arts Center de Port-Louis.

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Maurice, M. Vincent Degert, était également présent à l'occasion. Le ministre a également procédé au lancement d'un clip vidéo et d'un site Internet sur l'économie circulaire.

Dans son allocution, le ministre Ramano a souligné que l'élaboration de la Feuille de route est une étape supplémentaire qui témoigne de l'engagement du gouvernement à réaliser la "transition écologique" tant recherchée, conformément au Plan directeur de l'environnement du ministère. Il a exprimé sa gratitude à l'UE et au PNUE à travers le projet SWITCH Africa Green pour avoir aidé son ministère dans la formulation

de la feuille de route pour accélérer la transition du pays vers une économie circulaire.

M. Kavydass Ramano a souligné qu'il était grand temps de nous concentrer sur la gestion des ressources et de comprendre les opportunités d'aller de l'avant avec nos ressources. Il a souligné que le modèle économique linéaire actuel du pays n'est pas durable tant sur le plan économique qu'environnemental et qu'il est urgent de passer d'une économie linéaire à une économie circulaire basée sur des cycles de vie prolongés des produits, une conception intelligente des produits, favorisant la réutilisation, la réparation, le recyclage, la réutilisation et la refabrication.

Cela éliminera les déchets et la pollution et offrira également des avantages économiques substantiels, a-t-il déclaré.

Le ministre de l'Environnement a en outre fait remarquer que la transition vers une économie circulaire n'est plus un choix, mais une nécessité, en particulier pour nous en tant que petit État insulaire en développement, qui doit naviguer sur une voie abordable, résiliente et réalisable en ayant en place une économie où les modèles commerciaux circulaires deviennent courants.

M. Ramano a souligné que la mise en œuvre de la feuille de route répondra aux aspirations du budget 2023-2024 de cette année, à savoir "poursuivre la transformation de Maurice en une économie durable". Il s'est dit convaincu que la feuille de route

sur l'économie circulaire offrira l'occasion de remédier aux contraintes existantes en matière de ressources et contribuera de manière significative à l'aspiration à construire une économie neutre en carbone, résiliente au changement climatique et prospère, ainsi qu'à atteindre nos objectifs de contributions déterminées au niveau national.

En outre, il a insisté sur le rôle clé que jouent les consommateurs pour favoriser la transition vers une économie circulaire, en modifiant leurs choix et en prenant des décisions éclairées. À cet égard, le ministre a annoncé la mise en œuvre d'un nouveau projet en collaboration avec les autorités locales, "Créer des communautés durables à travers les autorités locales", qui consiste à développer des plateformes de partage pour tirer parti des initiatives circulaires au niveau communautaire. Une série de « Marchés à puce » en vue de sensibiliser aux pratiques circulaires, y compris la réparation, la réutilisation, la récupération et la disponibilité et l'accessibilité des produits circulaires, et d'inciter à un changement de comportement, sera organisée à travers l'île, a indiqué M. Ramano.

Quant à l'ambassadeur de l'UE, il a également sonné l'alarme concernant les impacts du modèle actuel de production et de consommation basé sur un modèle linéaire, y compris la dégradation de l'environnement due à l'extraction des ressources, l'augmentation de la production

de déchets et l'épuisement des stocks de ressources.

Selon M. Vincent Degert, nous devons agir de toute urgence pour sauver notre planète qui suffoque, ce qui inclut le passage à une économie circulaire. Il a souligné que le gouvernement devait assurer la bonne mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action à Maurice, tout en soulignant la nécessité d'impliquer les enfants et les jeunes et de sensibiliser la population dans son ensemble pour changer ses habitudes profondément enracinées en tant que consommateurs.

Élaboration d'une feuille de route sur l'économie circulaire pour la République de Maurice

Pour une approche holistique d'un paradigme d'économie circulaire, il a été proposé d'élaborer une feuille de route sur l'économie circulaire pour fournir une vision partagée, les stratégies, les politiques et les objectifs, les instruments habilitants, les incitations, les cadres réglementaires et institutionnels ainsi que la création de synergies entre les parties prenantes nationales, dans les secteurs clés identifiés. Avec le soutien collaboratif du PNUE, un consultant national a été recruté pour l'élaboration d'une feuille de route sur l'économie circulaire pour la République de Maurice.

Les objectifs du projet sont :

- élaborer une feuille de route sur l'économie circulaire afin de fournir l'orientation stratégique pour apporter la circularité dans des secteurs économiques clés tels que (i) les systèmes agroalimentaires ; (ii) la construction ; (iii) Biens de consommation ; (iv) Gestion des déchets solides ; (v) Transport et Logistique ; et la consommation et la production durables en tant que questions transversales, en mettant l'accent sur l'éducation et l'approvisionnement ;
- élaborer un plan d'action chiffré pour chacun des secteurs économiques clés identifiés ; et
- développer un ensemble d'indicateurs pour suivre la mise en œuvre de la feuille de route sur l'économie circulaire.

## Atelier organisé pour valider le rapport national pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Un atelier de validation du rapport national pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) dans le cadre de l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au processus de rapport national UNCCD 2018-Umbrella IV, s'est ouvert, à l'hôtel Labourdonnais Waterfront, à Port Louis.

L'Attorney General, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin ; le conservateur des forêts, M. Poojanraj Khurun ; et d'autres personnalités étaient présentes.

L'objectif du projet parapluie est de permettre aux pays parties de collecter les données biophysiques et socio-économiques nécessaires, d'établir des systèmes de notification et de suivi solides au niveau national et de rendre compte de la stratégie de la CNULD.

Le FEM a apporté un soutien financier au processus de rapport national de l'UNCCD par le biais de son projet parapluie. Par conséquent, un comité technique a été mis en place pour entreprendre le processus de consultation afin de compiler les données de Maurice pour le processus



de rapport national de la CNULD. Les livrables du projet ont été réalisés, y compris la compilation de données pour le processus de rapport, le renforcement des capacités des parties prenantes, la sensibilisation et le programme de prise de con-

science.

S'exprimant à cette occasion, le ministre Gobin s'est appesanti sur la CNULD, ratifiée par Maurice en 1996, qui lie juridiquement l'environnement et le développement

à la gestion durable des terres. Depuis sa ratification, le gouvernement, a-t-il souligné, a pris plusieurs mesures pour protéger le sol mauricien, ajoutant qu'il reste encore beaucoup à faire à l'avenir pour le protéger.

Le ministre de l'Agro-industrie a en outre fait remarquer que la pollution chimique et des sols, l'abandon des terres et les plantes envahissantes contribuent à la mauvaise qualité des sols. Il a donc insisté sur la nécessité de préserver les sols tout en luttant contre la dégradation des terres ainsi que les plantes endémiques et les zones humides.

Il a également souligné que les terres sont utilisées à des fins commerciales et résidentielles en raison de la modernisation. La Convention montre l'engagement du gouvernement à veiller à ce que des mesures concrètes soient prises par les parties prenantes pour préserver les terres dans le pays et lutter contre la désertification des terres, a-t-il souligné. D'où la nécessité pour l'atelier d'examiner les mesures existantes et de concevoir de nouvelles stratégies pour protéger les terres du pays, a-t-il déclaré.

Environnement

# À cinq mois de la COP28, la réduction des énergies fossiles constitue toujours un blocage

**La nécessité d'accélérer la réduction des énergies fossiles s'est imposée dans les débats préalables à la COP28 de Dubaï en décembre, mais pas encore au cœur des négociations, en raison de l'opposition de certains pays émergents, dont la Chine, qui réclament d'abord des efforts financiers des pays riches.**

**L**e bras de fer financier se poursuit entre pays riches et pays émergents sur la réduction des gaz à effet de serre. Alors que la nécessité d'accélérer la réduction des énergies fossiles s'est imposée dans les débats préalables à la COP28 de Dubaï en décembre, celle-ci suscite toujours la résistance de certains pays émergents, dont la Chine, qui réclament d'abord des efforts financiers des pays riches.

La question a empoisonné la conférence que les représentants de 200 pays ont conclue jeudi à Bonn, siège de l'ONU Climat, après dix jours de travaux portant sur les défis du changement climatique : transition énergétique équitable, aide à l'adaptation, mise en place d'un fonds pour financer les "pertes et dommages" des plus pauvres, etc.

Ces discussions, qui n'ont produit que des avancées techniques, sont cruciales pour espérer des décisions à la COP28 susceptibles de remettre l'humanité sur la trajectoire la plus ambitieuse de l'accord de Paris : limiter le réchauffement à 1,5°C depuis l'ère préindustrielle. Le rythme actuel des émissions emmène la Terre vers + 2,8°C d'ici 2100.

"Le changement climatique n'est pas une problématique 'Nord contre Sud', c'est



un raz-de-marée qui ne fait aucune distinction" et "la seule façon d'éviter d'être engloutis est d'investir dans l'action climatique", a mis en garde le secrétaire exécutif de l'ONU Climat, Simon Stiell, lors de la clôture.

Dans son viseur, le long bras de fer qui a opposé l'Union européenne et le groupe des LMDC (une vingtaine de pays dits émergents, dont la Chine, l'Inde et l'Arabie Saoudite), au point de menacer la validité des travaux.

L'UE, soutenue par des États insulaires ou d'Amérique latine, entendait renforcer les discussions sur la réduction des gaz à effet de serre. Mais elle s'est vu demander en retour des négociations supplémentaires sur l'aide financière que les pays riches, principaux responsables historiques du réchauffement, doivent aux pays pauvres. Sans avoir respecté jusqu'ici leurs promesses.

"La réticence des pays développés à s'engager réellement" sur les financements

a été dénoncée par l'ambassadeur cubain, qui s'exprimait au nom du groupe G77 + Chine (en fait 134 pays en développement, plus de 80 % de la population mondiale).

"Chaque pays a le droit de suivre ses propres voies de développement et de transition", a-t-il encore rappelé dans sa déclaration finale, soutenue par la plupart des pays du Sud, qui ont perdu confiance dans les pays développés.

#### Les énergies fossiles, "incompatibles" avec la survie de l'humanité

"Nous respectons nos engagements en matière de financement climatique", a déclaré l'Union européenne, rappelant la nécessité de diversifier les sources d'argent alors que l'essentiel de la finance climat privée échappe aux pays en développement.

La question sera au cœur du sommet de Paris pour un Nouveau pacte financier mondial les 22 et 23 juin. Et encore sur le devant de la scène en septembre, au sommet sur l'action climatique organisé à New York par

le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui a dénoncé jeudi les énergies fossiles "incompatibles" avec la survie de l'humanité.

Les yeux sont surtout tournés vers le président de la COP28, le très scruté patron de la compagnie pétrolière des Émirats arabes unis, Sultan al-Jaber, venu à Bonn les 8 et 9 juin. Accueilli sous la pression des militants écologistes, il s'est contenté de rencontrer les délégations, sans tenir de conférence de presse.

"Il est temps pour lui de passer du mode écoute au mode action", estime Alden Meyer, vétéran des COP au centre de réflexion E3G, regrettant une "opportunité raté" de le faire à Bonn. Dans un basculement de langage symbolique, Sultan al-Jaber a toutefois reconnu lors d'une réception que la réduction des énergies fossiles était "inévitable".

Mais les observateurs attendent encore une feuille de route concrète en vue de la COP28, qui se tiendra dans le sillage du tout premier bilan mondial, en septembre, des progrès accomplis par les nations pour réduire leurs émissions depuis 2015.

"L'écart entre les résultats politiques de Bonn et la dure réalité climatique semble déjà absurde", souligne Li Shuo, expert de Greenpeace, qui y voit le "prélude aux turbulences politiques de la COP28".

A Dubaï, pour la première fois, les participants devront déclarer leurs éventuels liens ("affiliations") avec des entreprises, une victoire pour la société civile qui réclamait cette mesure contre l'influence masquée des industries fossiles.

# Corne de l'Afrique : la sécheresse record dans la région est attribuable au réchauffement climatique

**Depuis fin 2020, les pays de la Grande Corne de l'Afrique subissent leur pire sécheresse depuis quarante ans. Selon un rapport publié jeudi par le World Weather Attribution, c'est le changement climatique qui a fortement influencé la hausse des températures dans la région et conduit à un assèchement record des sols et des plantes.**

**L**a sécheresse historique qui frappe la Grande Corne de l'Afrique est la conjonction inédite d'un manque de pluie et de fortes températures qui n'aurait pas pu se produire sans les conséquences des émissions humaines de gaz à effet de serre, démontre une étude scientifique publiée jeudi 27 avril.

"Le changement climatique causé par les activités humaines a rendu la sécheresse agricole dans la Corne de l'Afrique environ 100 fois plus probable" qu'autrefois, indique dans un rapport le World Weather Attribution (WWA), réseau mondial de scientifiques qui évalue sans délai le lien entre les événements météorologiques extrêmes et le dérèglement climatique.

Depuis fin 2020, les pays de la Grande Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Somalie, Djibouti, Kenya et Soudan), large péninsule de l'est du continent, subissent leur pire sécheresse depuis quarante ans.

Cinq saisons des pluies déficitaires d'affilée ont tué des millions de têtes de bétail et détruit les récoltes. Selon l'ONU, 22 millions de personnes sont menacées par la faim en Éthiopie, au Kenya et en Somalie (où sévit en plus une révolution islamiste).

Selon les 19 scientifiques ayant contribué au rapport, le changement climatique a eu "peu d'effet sur la pluviométrie annuelle" récente de la région. Mais il a fortement influencé la hausse des températures, responsable d'une augmentation en flèche de l'évapotranspiration qui a conduit à un assèchement record des sols et des plantes.

"C'est le changement climatique qui a rendu cette sécheresse aussi grave et exceptionnelle", a résumé Joyce Kimoutai, climatologue kényane contributrice au rapport, dans un brief téléphonique mercredi.

#### Cinq saisons des pluies déficitaires

Le réseau du WWA, fondé par des climatologues réputés, s'est imposé ces dernières années par sa capacité à évaluer l'influence, plus ou moins forte et non systématique, entre les événements météorologiques extrêmes – canicules, inondations, sécheresse, etc – et le changement climatique causé par l'homme.

Ses résultats, produits en urgence, sont



publiés sans passer par le long processus des revues à comité de lecture, mais combinent des méthodes approuvées par les pairs, en premier lieu avec des données météorologiques historiques et des modèles climatiques.

Cette fois-ci, le WWA a concentré son étude sur trois des pays les plus affectés (le sud de l'Éthiopie et de la Somalie et l'est du Kenya).

Il a constaté que le changement climatique modifiait de manière opposée les deux saisons des pluies : la plus abondante, entre mars et mai, "devient plus sèche et le déficit de précipitation est deux fois plus probable" que par le passé, tandis que "la petite saison devient plus humide".

Mais ces dernières années, "cette tendance humide de la petite saison a été

masquée par le phénomène climatique-cyclique de la Niña" qui réduit les pluies tropicales et dont il n'y a pas de preuves à ce jour qu'il soit influencé par le changement climatique anthropique.

Cette rare conjonction, dans une région qui enchaîne cinq saisons des pluies déficitaires depuis fin 2020, s'est ensuite combinée à l'augmentation des températures pour entraîner un assèchement record des sols et des plantes.

Si la planète ne s'était pas déjà réchauffée de 1,2 degré par rapport à l'ère pré-industrielle, cette pluviométrie aurait soumis la région à des conditions, au pire, "anormalement sèches", soit un niveau en-dessous du premier degré de gravité de la sécheresse dans la classification américaine, assure le WWA.

En clair, "le dérèglement climatique était une condition nécessaire pour qu'une sécheresse aussi grave puisse survenir", concluent les scientifiques.

La situation actuelle est qualifiée de "sécheresse exceptionnelle", 4e et dernier niveau d'alerte de l'échelle américaine. Improbable autrefois, elle a désormais 5 % de chance de se reproduire chaque année.

## France

# Nouveau pacte financier : à Paris, les États en ordre de marche pour la «solidarité climatique»

Une cinquantaine de chefs d'État, des représentants d'institutions internationales et de la société civile se réunissent à Paris jeudi et vendredi à l'initiative d'Emmanuel Macron. Leur objectif : imaginer un nouveau système financier mondial pour mieux armer les États les plus vulnérables contre le dérèglement climatique et la pauvreté.

Un "sursaut de solidarité" des pays riches envers les pays les plus vulnérables au dérèglement climatique. Une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, des représentants des institutions financières internationales, des membres du secteur privé, des experts du climat et des membres de la société civile se réunissent jeudi 22 juin, à Paris, à l'initiative du président Emmanuel Macron avec un objectif ambitieux : "bâtir un nouveau contrat entre le Nord et le Sud", selon les mots de l'Élysée.

Le chef de l'État avait annoncé ce projet en novembre 2022 à l'issue de la COP27. La session de négociations pour le climat s'était conclue avec un goût d'inachevé pour les défenseurs de l'environnement. Dans les dernières heures, un accord historique avait été arraché sur le fil prévoyant la mise en place d'un fonds de réparation des dégâts climatiques subis par les pays pauvres. Pour ce "sommet pour un nouveau pacte financier", il était donc initialement question de décider concrètement du mécanisme de financement de cette mesure. "Désormais, la bataille contre la pauvreté, la décarbonation de notre économie et la lutte pour la biodiversité sont très liées ensemble", avait alors affirmé Emmanuel Macron.

Mais au fil des mois, face aux conséquences conjuguées de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du dérèglement climatique, et alors que les pays du Sud se trouvent étranglés face à une inflation galopante, les enjeux se sont élargis. Au palais Brongniart, les centaines d'acteurs mobilisés tenteront ainsi de poser les jalons d'une refonte de tout le système financier mondial, en adaptant les institutions de Bretton Woods issues de l'après-guerre – le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale), aux défis d'aujourd'hui.

"Nous œuvrons de manière urgente afin que notre système en fasse plus pour les populations et pour la planète", ont assuré mercredi 21 juin 13 responsables politiques, dont Emmanuel Macron, Joe Biden, le chancelier allemand Olaf Scholz, la Première ministre de la Barbade Mia Mottley, le Premier ministre britannique Rishi Sunak ou encore le président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva, dans une tribune publiée dans le quotidien *Le Monde*. Tous s'engagent ainsi à "avancer sur des mesures concrètes" pour une "transition écologique juste et solidaire".

## Des besoins financiers colossaux

Car les besoins financiers des pays du Sud sont colossaux. Un groupe d'experts indépendants sur le financement de la lutte contre le changement climatique, créé sous l'égide des Nations unies, a estimé en 2022 que les pays en développement – autres que la Chine – devront dépenser plus de 2 000 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour leur développement et pour répondre à la crise du climat et de la biodiversité.

De son côté, l'ONG Oxfam estime que



27 000 milliards de dollars devront être mobilisés pour "lutter contre la pauvreté, les inégalités et faire face aux changements climatiques dans les pays en développement" d'ici à 2030, soit environ 3 900 milliards de dollars par an. La Banque mondiale, elle, dans son plan d'action sur le climat de 2021 table sur 4 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 d'investissements nécessaires pour construire les infrastructures répondant aux besoins des pays en développement. Quel que soit le montant pris en compte, le compte est loin d'y être.

Lors de ce "sommet pour un nouveau pacte financier mondial", les États ne mettront pas la main au porte-monnaie mais devraient discuter des moyens de financements les plus efficaces. Et les premiers à l'ordre du jour sont ceux issus d'engagements déjà établis. "Les pays développés s'étaient déjà engagés à allouer 0,7 % de leur richesse aux pays en développement et à verser 100 milliards de dollars pour le climat. Mais pour le moment, ces fonds n'ont été que partiellement, voire jamais, distribués", a dénoncé Désiré Assogbavi, directeur de ONE pour l'Afrique Francophone lors d'une conférence de presse mardi 20 juin.

En juin 2021, les pays du G20 ont aussi promis de réallouer aux pays en développement 100 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (DTS), une monnaie de réserve du FMI. Ces DTS sont proportionnels au capital d'un État, les pays riches en sont donc logiquement les plus gros détenteurs et avaient promis d'en redistribuer une partie.

"Cette mesure s'est heurtée à un blocage dans la zone euro, mais cela pourrait être facilement résolu par une décision politique", explique l'activiste, appelant à ce que ce blocage soit levé "d'ici à la fin de l'année". "Au dernier jour du sommet, nous espérons que des mécanismes très clairs seront annoncés pour mettre en place chacun de ces engagements."

## Taxes sur les grands pollueurs ou les transactions financières

En parallèle, il s'agira de réfléchir à de nouvelles sources de financements. Au sein de la société civile, plusieurs associations et ONG soumettent d'ores et déjà plusieurs pistes. Elles appellent, d'abord, à mettre en place des taxes sur les plus grands pollueurs, notamment les entreprises d'énergie

fossiles, pointant du doigt "leur responsabilité historique dans le chaos climatique". Début juin, 12 associations ont ainsi lancé une pétition à destination d'Emmanuel Macron pour lui demander de taxer l'industrie fossile. Elles avaient obtenu plus de 24 000 signatures le 20 juin. "Cette taxe nous permettrait de lever jusqu'à 300 000 milliards de dollars", insiste Fanny Petitbon, responsable plaidoyer pour l'ONG CARE France.

"Pourquoi pas, aussi, mettre en place une taxe sur les transactions financières qui engendrerait un gain de 440 milliards de dollars", questionne-t-elle. Le principe de cette taxe est simple : étant donné l'ampleur des transactions réalisées sur les marchés financiers, il suffirait d'appliquer une taxe à taux extrêmement faible pour lever des recettes fiscales importantes, sans qu'il n'y ait d'incidences sur le fonctionnement des marchés.

Avant l'ouverture du sommet, seul un consensus semble émerger sur une taxation du transport maritime qui pourrait générer, selon la Banque mondiale, entre 60 et 80 milliards de dollars par an. "Le sujet pourrait se concrétiser en juillet lors de la réunion de l'Organisation maritime internationale", salue Fanny Petitbon. "Mais il restera encore à trancher la question de l'usage de l'argent. Si certains plaident pour qu'il aille aux pays en développement, d'autres appellent à ce qu'il serve à la décarbonation du secteur maritime."

## Alléger les dettes

Outre la question majeure des financements, l'autre dossier à la table des discussions concernera la dette des pays en développement. "Le service de la dette des pays du Sud est au plus haut depuis la fin des années 1990 et 93 % des pays les plus vulnérables aux catastrophes climatiques sont en situation de surendettement, ou pas loin de l'être", déplore Lison Rehbinder, chargée de plaidoyer Financement du développement au sein de l'ONG CCFD-Terre Solidaire. "Aujourd'hui, les pays en crise sont contraints de rembourser leurs dettes aux États créanciers, aux institutions financières et aux banques privées et cela les empêche d'investir dans les services publics ou dans la lutte contre les dérèglements climatiques", dénonce-t-elle.

Pour le moment, selon la chargée de plaidoyer, le projet discuté consisterait à

instaurer des clauses dans les contrats de prêts qui permettraient de suspendre les remboursements en cas de catastrophe climatique. Une mesure adoptée exceptionnellement par le G20 pendant la pandémie, qui deviendrait automatique. "Mais il faut aller plus loin et réfléchir à une annulation d'ampleur de la dette", appelle-t-elle. "Il n'y a que cela qui permettra aux pays de sortir la tête de l'eau."

Un constat partagé par Harjeet Singh, chef de la stratégie politique mondiale chez Climate Action Network international. "Les pays les plus riches continuent d'octroyer aux pays du Sud essentiellement des prêts – en 2020, les dons ne représentaient que 26 % des financements climat engagés", déplore-t-il. "La lutte contre le dérèglement climatique doit rapidement sortir de cette logique de profits."

Autant de mesures, plaident les associations, qui ne seront envisageables que si les grandes banques multilatérales de développement, en premier lieu la Banque mondiale, se montrent plus audacieuses dans leur politique de prêt.

## Une feuille de route

La France reconnaît cependant que Paris n'aura "pas la capacité de décider" lors de ce sommet. Selon l'Elysée, il vise surtout à établir une feuille de route pour les prochains mois. Une sorte de guide qui servira lors du prochain sommet du G20, en septembre prochain en Inde, pour les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale en octobre, et bien sûr à la prochaine COP28 à Dubaï, début décembre.

"Cet événement va permettre de mettre beaucoup de sujets importants au centre des discussions internationales", salue Cécile Duflot, présidente de l'ONG Oxfam. "Malheureusement, il reste encore trop peu ambitieux alors qu'on ne peut plus attendre pour mettre en place des solutions d'ampleur."

"Ce n'est pas l'argent qui manque mais la volonté politique. Les chefs de gouvernement doivent désormais prendre leurs responsabilités", abonde de son côté Fanny Petitbon. "Car au-delà des financements, il s'agit ni plus ni moins que de reconstruire la confiance entre les pays du Nord et du Sud."

# Hunter Biden admet être coupable de fraude fiscale et de port d'armes

**H**unter Biden, fils du président américain, Joe Biden, et cible récurrente de l'opposition républicaine, a reconnu sa culpabilité dans deux affaires pénales le concernant, espérant ainsi solder les comptes au moment où la campagne de son père pour 2024 prend forme.

Cela « met fin » aux poursuites contre Hunter Biden, 53 ans, a assuré mardi son avocat dans un communiqué. « Hunter tient à assumer les erreurs qu'il a faites lorsqu'il était aux prises dans sa vie avec des tourments et des dépendances. »

« Je suis très fier de mon fils », a déclaré le président américain en début d'après-midi.

L'opposition républicaine a de son côté dénoncé un département de la Justice qui s'acharnerait contre Donald Trump — récemment inculpé pour sa gestion de documents ultra-secrets — tout en s'employant à éviter à tout prix une peine de prison pour le fils de l'actuel président.

Hunter Biden, 53 ans, a reconnu sa culpabilité dans une affaire de fraude à l'impôt fédéral sur le revenu, a détaillé le procureur David Weiss, chargé du dossier dans l'État du Delaware, berceau de la famille Biden.

Il va par ailleurs, selon la même source, passer un accord avec l'accusation dans une affaire de violation de la législation sur



les armes à feu, ce qui équivaut à une reconnaissance de culpabilité.

Il lui est reproché d'avoir acquis une arme à feu en 2018 alors qu'il était toxicomane.

L'ancien président Donald Trump, qui pourrait affronter Joe Biden à nouveau en 2024, a estimé dans une réaction sur son réseau Truth Social que Hunter Biden n'avait écopé que d'une peine assimilable à

une banale « amende pour violation du Code de la route », et clamé que le système judiciaire était « cassé ».

Le chef de file des républicains à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a quant à lui dénoncé un « traitement de faveur ».

## Le président « fier » de son fils

Le fils cadet du président américain — l'aîné, Beau, est mort en 2015 d'un cancer

du cerveau — a décrit sans fard ses problèmes de dépendance, au crack notamment, dans un livre paru au printemps 2021.

Il y rapporte le premier drame de sa vie, la mort de sa mère et de sa petite soeur dans un accident de voiture en 1972.

Beau et Hunter avaient été gravement blessés dans l'accident, survenu juste après l'élection de Joe Biden au poste de sénateur du Delaware.

Le démocrate s'est par la suite remarié à Jill Biden, avec laquelle il a élevé ses deux fils, et eu une fille.

Dans son livre, Hunter Biden, ancien avocat et homme d'affaires devenu artiste, assure également être désormais sevré de l'alcool comme de la drogue.

Le président américain, candidat à l'élection de 2024, l'a toujours soutenu publiquement et s'était notamment dit « fier » de lui lors d'un débat mouvementé l'opposant à Donald Trump avant la présidentielle de 2020.

L'épilogue judiciaire annoncé mardi ne devrait rien changer aux attaques de l'opposition républicaine portant sur le passé d'homme d'affaires de Hunter Biden, qui l'accuse de corruption pour des affaires en Ukraine, accusations que le président américain dément.

# Procès crucial pour Bolsonaro, qui risque l'inéligibilité

**A** peine huit mois après sa défaite électorale, l'ancien président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro risque l'inéligibilité : il est jugé à partir de jeudi dans un procès qui pourrait le priver du scrutin de 2026.

L'ancien chef de l'État (2019-2022) est poursuivi par le Tribunal électoral supérieur (TSE) pour s'en être pris à la justice électorale et avoir critiqué, sans preuve, la fiabilité du vote électronique, quelques mois avant les élections remportées par son rival de gauche Luiz Inacio Lula da Silva.

Lors d'un discours en juillet 2022 au palais présidentiel, il avait déclaré devant des diplomates européens vouloir « corriger des failles » dans le système électoral et demandé la « transparence » du vote.

« Nous avons le temps de résoudre le problème, avec la participation des forces armées », avait-il lancé en accompagnant d'une présentation PowerPoint son discours, diffusé en direct par la télévision publique.

Pour ces propos, M. Bolsonaro, 68 ans, pourrait être déclaré « inéligible » à des mandats publics pendant huit ans. Le parquet le poursuit pour « abus de pouvoir politique et usage indu des moyens de communication ».

Le leader d'extrême droite avait attaqué sans la moindre preuve matérielle le vote électronique, un système bien connu au Brésil puisque le géant latino-américain y a recours depuis plus de 20 ans.

Durant toute sa campagne, il avait agité le risque de fraude, attisant la colère de ses partisans les plus radicaux qui, le 8 janvier, quelques jours seulement après l'entrée en fonction de Lula, avaient attaqué les sièges des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire à Brasília. Des scènes d'émeutes et de saccage au cœur de la démocratie brésilienne, qui avaient choqué à travers le monde.

Si le tribunal ne rend pas sa décision dès jeudi, comme cela paraît probable, les



délibérations pourront se poursuivre les 27 et 29 juin. Voir au-delà.

Selon une source judiciaire contactée par l'AFP, le dossier est si accablant pour M. Bolsonaro que la question est surtout de savoir « combien de votes contre » seront émis parmi les sept juges.

## « Martyr » ?

Ce rendez-vous judiciaire est lourd d'enjeux pour le camp bolsonariste aussi.

En cas d'inéligibilité, la droite brésilienne, qui représente à peu près la moitié des électeurs, pourrait se fracturer, selon des analystes.

M. Bolsonaro avait réuni plus de 58 millions des voix au second tour de 2022 et perdu avec seulement 1,8 % d'écart face à Lula. Les partis conservateurs dominent encore le Congrès.

« Le risque de division dans le camp de la droite et de l'extrême droite existe, parce qu'il n'y a aucun présidentiable naturel, héritier de Bolsonaro », commente Leandro Consentino, professeur à l'Institut Insper de São Paulo.

L'ancien président, rentré au Brésil fin mars après un séjour aux États-Unis commencé avant même l'investiture de Lula, a admis publiquement la possibilité d'un revers judiciaire.

« Personne ne va changer notre manière d'agir [...]. Nous savons comment est la justice au Brésil. Quoi qu'il advienne, nous nous préparons avec beaucoup de fierté pour chercher des alternatives », a-t-il dit la semaine dernière lors d'une cérémonie de son Parti libéral (PL).

L'ex-dirigeant n'est pas au bout de ses peines. Il fait face à une quinzaine de procé-

dures devant le tribunal électoral.

Il est également visé par la Cour suprême dans cinq affaires, notamment celle des attaques du 8 janvier, et encourt des peines de prison.

M. Bolsonaro pourrait déposer un recours après une éventuelle condamnation par le Tribunal électoral supérieur, d'après le professeur de l'Insper, qui juge toutefois faibles ses chances de succès.

Selon lui, en cas d'échec, il pourrait être tenté de se présenter en « martyr » : « Bolsonaro va tenter de tenir captive sa base la plus dure de partisans en assurant qu'il est victime de persécution politique ».

Après deux mandats (2003-2010), Lula a été réélu fin 2022 à la présidence après avoir passé 18 mois en prison entre 2018 et 2019 pour corruption, avant d'être libéré par la Cour suprême.

## Football

# Le Français N'Golo Kanté rejoint Benzema à Al-Ittihad en Arabie saoudite

Cap sur l'Arabie saoudite pour N'Golo Kanté : le club Al-Ittihad a annoncé mercredi avoir recruté le milieu de terrain de Chelsea, champion du monde 2018 avec la France, qui rejoint son compatriote Karim Benzema.

L'Arabie saoudite et le club d'Al-Ittihad débauche un nouveau "Frenchie". Le champion du monde 2018, N'Golo Kanté, a signé mercredi 21 juin au club d'Al-Ittihad, en Arabie saoudite où il rejoint Karim Benzema, son ancien coéquipier chez les Bleus.

"N'écoutez pas les fake news. Kanté est un joueur d'Ittihad maintenant !" a tweeté le club de Jeddah avec une photo du footballeur portant son maillot rayé jaune et noir, puis une vidéo de Benzema souhaitant la bienvenue à son nouveau coéquipier.

"Je suis heureux de jouer à nouveau avec toi. Et bien sûr, dans la meilleure équipe d'Arabie saoudite. À bientôt à Jeddah", s'est réjoui le Ballon d'or 2022, qui a signé en juin un contrat de trois saisons avec Al-Ittihad.

"Je suis très excité de jouer avec les Tigres, devant les supporteurs à Al-Jawhara (le joyau)", le stade du club à Jeddah, a déclaré Kanté dans cette même vidéo.

"Bienvenue à notre nouveau tigre Kanté", a pour sa part écrit, également sur Twitter, le président du club Anmar Al-Hailee.

Kanté, 32 ans, avait signé début juin un pré-contrat pour trois ans avec Al-Ittihad. Mais le club saoudien avait conditionné son recrutement définitif à des examens médicaux, le joueur ayant subi de multiples blessures cette saison.

"Le contrat a été finalisé mardi 20 juin, après que Kanté a passé des examens médicaux dans un centre médical spécialisé à Dubaï", a fait savoir la formation saou-



dienne sur Twitter.

## Généreux et discret

"L'arrivée de Kanté à Al-Ittihad est considérée comme l'un des recrutements les plus prestigieux et les plus significatifs de l'histoire du club", s'est félicité le club en adressant ses vœux de "succès" au Français.

Le natif de Rueil-Malmaison, près de Paris, a vécu la saison dernière une traversée du désert, éloigné des terrains pendant plus de six mois en raison d'une blessure aux ischio-jambiers, puis à un adducteur.

Avec 53 sélections en équipe de France, Kanté reste un cadre des Bleus, même s'il

n'a pas pu participer au dernier Mondial au Qatar en raison de ses problèmes de santé.

Il s'était également vu proposer un nouveau contrat par Chelsea, qu'il a rejoint en 2016 et où le milieu de 1,68 m a su être omniprésent, avec notamment en 2021 un récital pour offrir au club anglais le trophée de la Ligue des champions.

Aimé et respecté de tous - coéquipiers, fans et adversaires - pour sa bonhomie et sa modestie, le milieu de terrain français s'est forgé une réputation de joueur généreux et discret, dont les qualités de footballeur sont en parfaite adéquation avec sa personnalité en dehors des terrains.

C'est à 19 ans, lorsqu'il signe à Boulogne-sur-Mer, que décolle sa carrière. DH, CFA2... Kanté monte vite les échelons, jusqu'à intégrer l'équipe première, en National (troisième division). Suivra un passage à Caen (2013-2015) avant l'envol vers l'Angleterre et la gloire à Leicester, où il décroche le titre en 2016, puis Chelsea, et aujourd'hui Al-Ittihad.

N'Golo Kanté y retrouve Karim Benzema, 35 ans, accueilli en grande pompe début juin à Jeddah par des dizaines de milliers de supporteurs d'Al-Ittihad, après 14 saisons au Real Madrid. Et ce quelques mois après l'arrivée tonitruante de Cristiano Ronaldo dans ce pays qui a lancé une grande offensive sur plusieurs stars du football évoluant en Europe, dont l'Argentin Lionel Messi qui a finalement choisi l'Inter Miami, aux Etats-Unis.

Le royaume, critiqué pour des atteintes aux droits humains, est déterminé à utiliser le football pour améliorer son image à l'international et dispose de pétrodollars à foison pour satisfaire ses ambitions.

Les transferts de vedettes du football mondial témoignent de l'ampleur des ambitions sportives de la monarchie, qui envisage de se porter candidate pour organiser la Coupe du monde 2030 et les Jeux olympiques.

L'Arabie saoudite organisera en outre la Coupe d'Asie de football masculin 2027, les Jeux asiatiques de 2034, et même les Jeux asiatiques d'hiver 2029 dont l'attribution, jugée par certains comme une aberration écologique, a été accueillie avec stupéfaction par le monde sportif.

# Le Sénégal de Sadio Mané s'offre une victoire de prestige contre le Brésil

Opposé à la Seleçao en match amical, mardi à Lisbonne, le Sénégal s'est imposé au terme d'un match spectaculaire marqué par un doublé du capitaine des Lions de la Teranga, Sadio Mané (4-2). Après le Cameroun, lors du Mondial-2022, le Maroc en amical, en mars, le Sénégal est la troisième sélection africaine à infliger une défaite aux Brésiliens en l'espace de quelques mois.



Le Brésil, en tournée de préparation en vue des qualifications pour le Mondial-2026, s'est incliné devant le Sénégal de Sadio Mané (4-2) en match amical, mardi 20 juin à Lisbonne.

Toujours privés de Neymar, les Brésiliens semblaient avoir déjà la tête en vacances face à des champions d'Afrique très motivés. Pourtant, Lucas Paqueta avait rapidement mis la Seleçao sur de bons rails en signant l'ouverture du score en début de rencontre (11e, 1-0). La réaction des Lions de la Teranga a été rapide : Habib Diallo a profité d'un ballon mal dégagé par la

défense brésilienne pour rétablir l'égalité d'une puissante reprise du gauche (22e, 1-1).

Puis Sadio Mané est entré en scène en provoquant un but contre son camp de Marquinhos (52e, 2-1) et en marquant lui-même un superbe but d'une frappe enroulée dans la lucarne (55e, 3-1), avant de transformer un penalty dans le temps additionnel (90e + 6, 4-2).

Avant cela, Marquinhos avait tenté de se racheter en réduisant momentanément l'écart d'un but un peu chanceux sur corner (59e, 3-2).

# Ronaldo célèbre sa 200e sélection avec un but décisif contre l'Islande

Cristiano Ronaldo a célébré sa 200e sélection internationale en marquant le but de la victoire du Portugal contre l'Islande (1-0) mardi à Reykjavik, qui permet à la Seleçao de conserver son avance en tête du groupe pour les qualifications pour l'Euro-2024.

Retour glorieux pour Cristiano Ronaldo. Face à l'Islande, il a marqué le seul but de la rencontre (1-0) à Reykjavik mardi 20 juin, et permis à son équipe du Portugal de maintenir son avance en tête des qualifications pour l'Euro-2024. Retrouvant la place dans l'équipe-type qu'il avait perdue pendant le Mondial-2022, le quintuple Ballon d'or de 38 ans a accru son record de sélections en équipe nationale masculine et atteint la barre symbolique des 200 capes.

Auteur de deux doublés face au Liechtenstein et au Luxembourg fin mars, le natif de Madère est également détenteur du record du monde de buts en sélection. Ce total, il l'a porté mardi à 123 réalisations, en marquant en toute fin de rencontre en reprenant de près un service de Gonçalo Inacio (89e). Son but a été entériné après vérification par la VAR.

## Portugal en tête du groupe

Avec cette quatrième victoire en autant de rencontres, les champions d'Europe



L'ancien coach de la Belgique a opéré quelques changements dans l'équipe, comme l'utilisation d'une défense centrale à trois, sans pour autant chambouler l'effectif et ses hiérarchies.

Surtout, il a renforcé le statut de Cristiano Ronaldo malgré ses 38 ans et son exil doré chez le club saoudien d'Al-Nassr.

## Football

# Qualifs Euro-2024 : les Bleus s'imposent face à la Grèce et finissent la saison sur un sans-faute

L'équipe de France de football a battu la Grèce (1-0) lundi grâce à un penalty de son capitaine Kylian Mbappé, une victoire qui lui permet de finir largement en tête de son groupe de qualifications pour l'Euro-2024, et de partir en vacances l'esprit tranquille.

L'équipe de France a achevé sa riche saison lundi 19 juin par une victoire étriquée contre une accrocheuse sélection grecque (1-0), un quatrième succès consécutif qui permet aux Bleus d'apercevoir au loin l'Euro-2024 en Allemagne.

Le contrat est rempli pour Kylian Mbappé et sa bande : les Tricolores partent en vacances après un sans-faute, aucun but encaissé en quatre matches cette année et une large avance en tête de leur groupe de qualifications, six points devant leurs adversaires du soir et neuf points devant l'Irlande et les Pays-Bas.

Les Bleus, en supériorité numérique en fin de match après l'exclusion de Konstantinos Mavropanos (69e), se sont imposés sur un penalty de leur capitaine Mbappé (55e), déjà buteur dans cet exercice vendredi contre Gibraltar à Faro (3-0). Avec 40 buts en sélection, la star parisienne talonne désormais Michel Platini (41 buts) dans le glorieux classement des buteurs de l'histoire de l'équipe de France, à 24 ans seulement.

Au fil d'une soirée maîtrisée mais hachée, les Français ont pris quelques coups, essuyé quelques tirages de maillot et certains ont même fini en sang (Antoine



Griezmann). Mais cette âpre bataille a finalement été remportée par l'équipe de France, dans ce qui a parfois ressemblé à un hommage à la finale du Top 14 de rugby, disputée samedi soir dans le même stade.

## Intensité

Pour répondre à l'impact physique de la Grèce, Didier Deschamps avait aligné une équipe de costauds, avec le retour de plusieurs cadres des derniers mois comme Mike Maignan, Dayot Upamecano et Jules Koundé, exemptés du premier match contre Gibraltar.

Mais son choix le plus marquant a été celui de lancer Randal Kolo Muani en attaque, en lieu et place du buteur de vendredi Olivier Giroud. Plus remuant et plus rapide que son aîné, le joueur de Francfort a néanmoins vécu une soirée compliquée

au milieu de la dense défense grecque, même s'il a fini par provoquer le carton rouge de Mavropanos.

Sans surprise, les Bleus ont donc surtout été menaçants sur les ailes. Celle de Kingsley Coman, reconduite à droite après sa bonne performance de vendredi, et celle de Mbappé, beaucoup plus en jambes sur son côté gauche après un non-match du côté de Faro.

La Grèce, 52e nation mondiale rêvant de participer à son premier tournoi international depuis 2014, a répondu par une solidarité à toute épreuve et une bonne dose d'agressivité, une caractéristique repérée ces derniers jours par Deschamps.

L'arbitre espagnol Antonio Mateu Lahoz a eu l'air d'apprécier l'intensité mise par les hommes de Gustavo Poyet, car il n'a jamais

bronché lorsque Mbappé s'est écroulé dans la surface à plusieurs reprises (2e, 27e, 41e), bousculé ou accroché par la défense adverse.

## Le calvaire de Mavropanos

Les mains réclamées par les Bleus (7e, 41e) n'ont pas été sifflées non plus, et ce n'est pas la bronca des 80 000 spectateurs du Stade de France qui allait changer quoi ce soit.

Il aura finalement fallu qu'Antoine Griezmann se prenne les crampons de Mavropanos dans le visage à pleine vitesse (49e) pour que l'arbitre se résolve à porter le sifflet à ses lèvres et accorder un penalty aux Tricolores... Sans toutefois exclure le fautif, malgré le visage ensanglanté du joueur de l'Atlético Madrid, rapidement soigné.

Et puisque rien ne fut facile, lundi soir à Saint-Denis, Mbappé a eu besoin de deux essais pour convertir son penalty : sur le premier, stoppé par Odisseas Vlachodimos, Mavropanos, encore lui, était entré trop tôt dans la surface... Ce n'était décidément pas le soir du défenseur de Stuttgart, exclu quelques minutes plus tard pour avoir fauché Kolo Muani qui filait seul au but.

Au bout de cette saison à rallonge, avec une Coupe du monde logée au cœur de l'automne et plus de 60 matches au compteur de plusieurs internationaux, l'histoire retiendra aussi que cette ultime rencontre se sera étirée pendant 104 minutes, avec 14 minutes de temps additionnel en seconde période. Avant un repos mérité.

## Chelsea officialise le recrutement du Français Christopher Nkunku

Le club anglais de Chelsea a officialisé mardi le recrutement de l'international français Christopher Nkunku, 25 ans, en provenance de Leipzig avec un contrat portant sur six saisons à compter du 1er juillet.

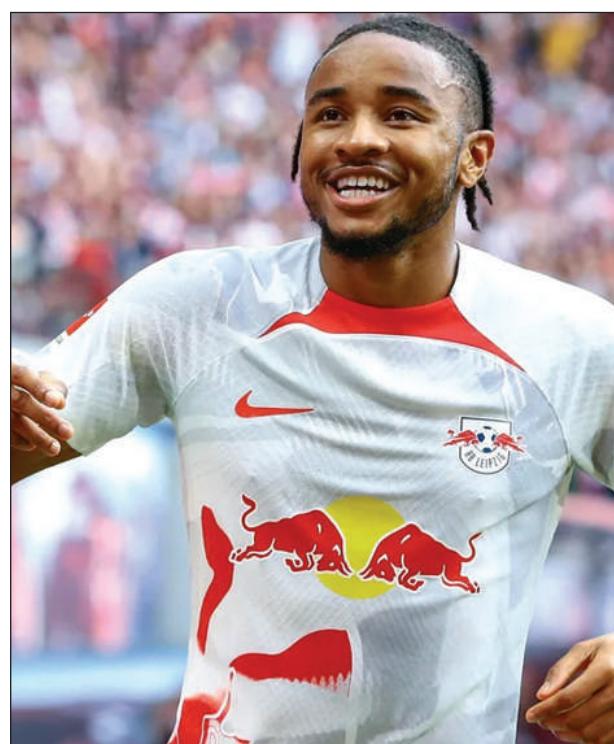
« Un gros effort a été fait pour me faire venir au club et j'ai hâte de rencontrer mon nouvel entraîneur ainsi que mes coéquipiers, et de montrer aux supporters de Chelsea ce que je peux accomplir sur le terrain », a déclaré le joueur formé au Paris Saint-Germain.

Le montant du transfert, non dévoilé, a été estimé à près de 60 millions d'euros par la presse spécialisée.

Nkunku, capable de jouer meneur de jeu ou deuxième attaquant, sort de deux saisons extrêmement abouties avec Leipzig, qu'il avait rejoint en 2019. Il a marqué 35 buts toutes compétitions confondues en 2021/22, puis 23 durant l'exercice 2022/23.

L'ancien « Titi » parisien a terminé la saison de Bundesliga comme co-meilleur buteur avec 16 buts, comme Niclas Füllkrug (Werder Brême), malgré une indisponibilité de plusieurs mois sur blessure qui lui a fait manquer la Coupe du monde au Qatar.

« Christopher a prouvé qu'il était l'un des meilleurs joueurs offensifs en Europe au cours des deux dernières saisons et il apportera sa qualité, sa créativité et sa polyvalence à notre équipe », ont relevé Laurence Stewart et Paul Winstanley,



directeurs sportifs de Chelsea dans le communiqué du club.

Trois fois champion de France avec le PSG, Nkunku a remporté la Coupe d'Allemagne en 2022 et 2023 avec Leipzig, terminant à la deuxième place du championnat en 2021.

Le joueur né à Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne) compte dix sélections avec l'équipe de France.

## Man United et Liverpool s'apprêtent à concourir pour la signature du milieu de terrain du Bayern, Gravenberch

Les géants de la Premier League anglaise, Manchester United et Liverpool, seraient sur le point d'engager le Bayern Munich dans des négociations pour un éventuel transfert estival de Ryan Gravenberch.

Le milieu de terrain de 20 ans a signé pour le Bayern Munich l'été dernier mais a eu un temps de jeu limité au club lors de sa première saison en Bundesliga.

Une seule des 18 apparitions du Néerlandais en championnat a eu lieu depuis le début, ce qui indique à quel point il a été difficile pour lui de s'établir avec les géants de la Bundesliga.

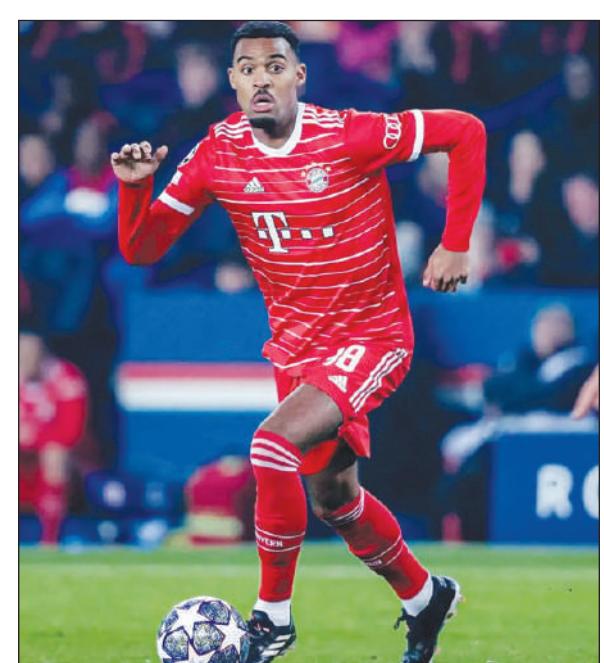
Les clubs de Premier League sont conscients que Gravenberch veut jouer plus au football au cours de la saison à venir et au-delà.

Liverpool et Manchester United seraient tous intéressés par la signature de Gravenberch, selon la publication française Foot Mercato, rapportée par À l'intérieur de Futbol.

Le camp du milieu de terrain rencontrera prochainement les deux clubs pour discuter d'un éventuel transfert estival.

Le jeune, qui a hâte de jouer plus au football à l'approche de la fenêtre estivale, décidera de son avenir avec l'aide de son entourage.

En raison de leur temps passé ensem-



ble à l'Ajax, le manager de United, Erik ten Hag a une histoire avec le joueur.

Ten Hag a toujours beaucoup d'admiration pour Gravenberch et espère le revoir à Old Trafford.

Alors que les Red Devils sont bien approvisionnés dans le département du milieu de terrain, on ne peut pas en dire autant de Liverpool. Au moins trois milieux de terrain ; James Milner, Oxlade-Chamberlain et Naby Keita devraient quitter le club cet été. Il est certain que les Reds chercheront à recruter plus de milieux de terrain pour renforcer leurs rangs.